

MÉTÉO

De la neige annoncée dans le Nord-Sarthe

Avec le soleil généreux de ces derniers jours on commençait à y croire. Et bien non, l'hiver n'est pas fini. Voilà que la météo nous annonce le retour de la neige. Ça devrait commencer par quelques flocons inoffensifs, principalement dans le nord du département, suivis de giboulées plus franches. Dans l'après-midi, pluie et temps maussade annoncent des chutes de neige au cours de la nuit prochaine, neige qui pourrait tenir au sol vendredi. Côté températures, c'est pas terrible non plus.



MAMERS

Sanseverino le 5 avril

Sanseverino, à Mamers, est la tête d'affiche de la saison culturelle 2012-2013 du Saosnois. Le swingman s'est entouré des meilleurs musiciens « bluegrass » français pour retrouver un son plus country : Jean-Marc Delon au banjo cinq cordes, Christian Séguret à la mandoline et au violon, Christophe Cravero au violon et Jidé Jouannic à la contrebasse. Qu'on ne s'y trompe pas, Sanseverino, également guitariste, continue de chanter en français.

Vendredi 5 avril à 20 h 30 à Saugonna. Tarif : 22 €, réduit : 11 €. Réservations : tél. 02-43-97-60-63.



SUD-SARTHE

Du jazz à l'église

À Beaumont-Pied-de-Bœuf, petite commune du Sud-Sarthe, l'Europajazz s'apprête à écrire le 12^e chapitre de son histoire avec la venue ce vendredi 5 avril, à l'église du village, de Didier Malherbe (flûte, saxophone, doudouk), en duo avec Eric Lohrer (guitare). L'histoire a débuté avec la fin du « bœuf à la broche », pour cause de vache folle. Le maire, jamais dépourvu de beaux mots, a alors émis l'idée de « faire un bœuf... de jazz ». L'idée folle s'est implantée pour de bon.

Concert à 21 heures. Tarif : de 10 à 15 €. Tél. 02-43-23-78-99.



Les propositions de la proviseure pour un autre système éducatif

Nelly Guet est une spécialiste de l'éducation. Candidate du Nouveau centre aux dernières législatives en Sarthe, elle propose des pistes de réforme du système éducatif que l'on n'entend pas souvent.



Nelly Guet, responsable d'AlertEducation prône un autre système éducatif basé notamment sur l'autonomie des chefs d'établissement et une autre formation d'enseignants.



Photo archives « Le Maine Libre » et AFP

Serge DANILO
serge.danilo@maine-libre.com

Il y a urgence, Monsieur, on ne peut pas continuer comme ça si on veut donner des chances à nos enfants ». Nelly Guet ne mâche pas ses mots pour définir un système éducatif qu'elle considère comme complètement dépassé.

« Nous avons des années de retard »

La formation des enseignants, l'organisation des établissements scolaires, leur autonomie, l'existence même du ministère de l'Éducation nationale, tout est à repenser pour cette ancienne enseignante et ancienne chef d'établissement.

« En 1995, notre système était plutôt bien noté à l'étranger. Aujourd'hui, nous avons pris des années de retard. Les autres pays ont compris qu'il fallait changer, pas nous ».

Sur le terrain pendant des années, prof d'allemand, puis principale, proviseure en Allemagne, en Suisse et en France, Nelly Guet mène aujourd'hui son combat, guidée par l'expérience et les exemples de systèmes éducatifs qui font leur preuve ailleurs en Europe. « Les réformes à accomplir ne sont pas utopiques », assène l'ancienne enseignante. « Elles sont une réalité en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Finlande ».

Les 60 000 enseignants supplémentaires promis par François Hollande ne constituent pas une réponse aux difficultés de l'école de 2013, selon

elle. « Avant d'annoncer cela, il faudrait réaliser un audit externe, une vraie analyse, pas réalisée par les membres du ministère. Le ministère fonctionne comme si on était au XIX^e siècle. Des grands organismes comme cela, ça n'existe plus au XXI^e siècle ! Il faut innover, entreprendre autre chose ».

La réforme des rythmes scolaires ? « C'est un dérivatif. J'ai été recrutée en 1987. Je me souviens que l'on avait une semaine consacrée à l'emploi du temps souple. On en parle donc depuis 25 ans ! Ce n'est pas au ministre de gérer cela, c'est au niveau de chaque établissement de s'occuper des rythmes. Un emploi du temps flexible est beaucoup plus productif. Et la gestion des emplois du temps, c'est le rôle d'un technicien pas celui du proviseur ou du proviseur-adjoint ».

Tout est fléché

Nelly Guet, qui a lancé sa société baptisée AlertEducation, multiplie ses interventions dans les colloques, sollicitée à travers l'Europe. Elle y défend une certaine idée de la formation des enseignants. « En France, on recrute les profs avant de les former, c'est ridicule ! Si on veut attirer les bons profs, il faut d'abord voir s'ils s'intéressent vraiment à ce métier, s'ils ont une réelle capacité à gérer un groupe, le sens de la pédagogie, les compétences pour... ».

Dans sa croisade pour un autre système, elle prône l'autonomie et la disparition du ministère tel qu'il est conçu. « Les recteurs d'académie, les inspecteurs départementaux n'ont aucune marge de manœuvre. Ils appliquent ce que dit le ministre. Les ressources humaines, les budgets, tout est fléché. Quant aux programmes nationaux, cela n'existe qu'en France ! Ailleurs, le ministère donne le cap, compare les systèmes. Ici, le ministre va jusqu'à vérifier le poids du cartable ! »

Le diagnostic de Nelly Guet en cinq points

Interview au journal télévisé de France 2, reportage dans « Le Nouvel observateur », les interventions dans les médias de Nelly Guet se multiplient depuis le début de l'année en France. Son diagnostic autant que ses idées de réforme sont désormais écoutés.

1 Décrochage important

« La présence d'un système scolaire uniforme, non personnalisé, explique le taux élevé du décrochage scolaire : 150 000 élèves par an quittent l'école à l'âge de 16 ans sans aucune qualification. Dans l'Union européenne, l'objectif est d'atteindre le taux d'accès de 50 % à l'enseignement supérieur. Il était de 27 % en France en 2010. Le 3^e critère européen que les élèves français ne remplissent pas, correspond à la connaissance des mathématiques, des sciences et de la technologie et

des TIC, ce qui explique que nous ayons très peu d'ingénieurs et de techniciens ».

2 Les évaluations inadéquates

« Nous n'évaluons pas les progrès en matière de développement personnel des élèves. Nous donnons des notes, et donc, le but revient non pas de progresser sur un plan personnel, mais d'obtenir de bonnes notes. C'est une démarche totalement inadéquation si l'on veut mesurer les compétences acquises ».

3 Manque de directeurs

« Les écoles primaires n'ont pas de directeur, seulement un enseignant chargé de coordination et les chefs d'établissement en collège et lycée ont un rôle purement administratif. Comme ils ne sont pas dans une position de décideurs, ils ne peuvent ni recruter leurs enseignants, ni

évaluer leur travail, ni avoir de réel impact sur le budget alloué ».

4 Formation inadéquate

« Je pense qu'environ 1/3 des enseignants sont bien préparés, compétents et très engagés, mais il s'agit d'une faible proportion. La plupart des enseignants n'ont aucune obligation de remettre en cause leurs pratiques professionnelles. Ils peuvent continuer à utiliser des méthodes traditionnelles, de manière frontale ».

5 Les syndicats tout-puissants

« La toute puissance des syndicats enseignants propagent une idée du métier, restée la même au fil des ans. Bien que seulement environ 12 % des enseignants soient syndiqués - 5 % dans les écoles privées -, les grèves et autres formes de protestation rendent les changements pratiquement impossibles ».

BIO EXPRESS

Nelly Guet a été chef d'établissement pendant 22 ans (deux écoles maternelles et primaires, trois collèges et trois lycées, en France et à l'étranger). Elle a été membre du bureau exécutif d'Esha Europe (2004-2007), vice-présidente de l'Aede France (2007-2008), et est membre du Conseil d'ICP (International confederation of principals) depuis 2004.

Elle a participé au niveau européen à de nombreux groupes de pilotage, impliquant des entreprises partenaires. Elle a été, pendant 2 ans, membre du Codice - Comité interministériel Économie / Éducation nationale -, devant promouvoir l'économie à l'école.

lemainelibre.fr

Vous avez la parole

La question du jour Pensez-vous que l'affaire Cahuzac salit l'ensemble de la classe politique ?
votez sur lemainelibre.fr

La question d'hier Selon vous, les allocations familiales doivent-elles être calculées en fonction des revenus ?

OUI 80%
NON 17%
3% SANS OPINION

785 votants

3 QUESTIONS À Daniel Cabaret

« Répondre à l'évolution des mentalités »

Il préside aujourd'hui la 37^e assemblée générale de la fédération sarthoise des Aînés ruraux.

1 Comment se portent aujourd'hui les Aînés ruraux sarthois ?

Très bien puisque nous sommes la deuxième fédération de France en nombre d'adhérents, à savoir 30 000, après celle d'Ille-et-Vilaine qui en a 2 000 de plus. Rappelons que les Aînés ruraux, ce sont 700 000 adhérents sur le territoire national. La Sarthe regroupe 34 associations cantonales et 324 clubs, soit 360 présidents. On constate que des activités nouvelles en plus des activités traditionnelles attirent de nouveaux adhérents. Ce sont celles qui tendent à maintenir les retraités en bon état de santé : randonnées, aquagym, marche nordique, vélo...



Daniel Cabaret.

deux générations chez les Aînés, celle des 65 ans et plus et celle des 85 ans et plus. À compter de septembre prochain, nous mettrons en place un plan de développement et une campagne d'adhésion dans l'objectif de répondre au mieux à l'évolution des mentalités.

2 Vous avez aussi changé de nom, pourquoi ?

Nous avons effectivement décidé l'an dernier de prendre l'appellation Générations mouvement-Les Aînés ruraux pour coller à ce qui nous caractérise, à savoir le rassemblement intergénérationnel, en plus du dynamisme et de l'ouverture d'esprit. Il existe aujourd'hui

3 Quel est le thème de l'assemblée générale ?

L'accès aux soins des personnes âgées dans le département. Pour répondre à cette problématique, nous allons mettre en place des formations pour les aidants bénévoles en partenariat avec la préfecture et le conseil général.

► Affaire Cahuzac. Christophe Counil : « Ce scandale doit rester l'affaire d'un individu »

Le premier secrétaire fédéral du PS vient d'adresser une lettre aux militants sarthois.

[...] « Comme chacun d'entre vous, je m'estime trahi. Trahi par un homme qui nous avait demandé de lui faire confiance face aux accusations portées contre lui. Un homme qui s'était engagé devant le Président de la République, le Premier ministre et le Parlement à ne rien cacher de la réalité des faits. Comme l'a exprimé le Président de la République, le mensonge de Jérôme Cahuzac est un « outrage à la République » d'une

extrême gravité. Très clairement, il n'a plus sa place au sein de notre parti.

Pour autant, ce scandale doit rester l'affaire d'un individu face à sa conscience et la justice. Ni le Président de la République, ni le gouvernement, ni notre formation politique ne peuvent être mis en cause. Dans un état de droit, c'est à la justice qu'il appartient de faire toute la lumière sur des faits révélés par la presse et non au pouvoir exécutif d'enquêter sur l'un des responsables politiques de la nation [...] Lire également en France-Monde

► Apiculture. Action symbolique à Angers

Des apiculteurs se réunissent ce matin, à partir de 8 heures, devant les locaux du Service régional de l'alimentation (SRAL) à Angers. Ces derniers demandent la restitution des résultats de l'enquête de terrain conduite en 2012 par le SRAL après l'intoxication en avril 2012 de 450 ruches (dont 350 sont mortes) sur le secteur sarthois de Chenu,

Saint-Germain-d'Arcé et Saint-Parten-Racan. « En août 2012, les apiculteurs touchés par cette mortalité massive ont reçu des analyses d'abeilles mortes n'ayant pas permis de détecter la molécule responsable », regrettent les professionnels. Ce matin, ces derniers remettent à titre symbolique « une proposition de permis de tuer les abeilles aux fonctionnaires du SRAL ».